

SERVITEURS DE L'ALLEMAGNE

LA VRAIE TRAHISON

Les observations de M. Donald sur le coût du transport maritime sont aussi instructives que le reste de son interview.

Est-il croyable que les autorités canadiennes aient laissé subsister jusqu'ici un tarif qui permet d'expédier des marchandises à Anvers pour un prix inférieur de SOIXANTE POUR CENT à celui du transport à Londres?

Notez bien que le commerce par Anvers, c'était, jusqu'au moment de la guerre, le commerce à destination de l'Allemagne!

L'un des chefs de la principale meunerie du Canada racontait récemment que la majeure partie du blé et de la farine exportés du Canada depuis deux ans repose actuellement dans les entrepôts allemands!

Nos adversaires et quelques-uns de nos amis nous ont beaucoup taquinés, depuis quelques semaines, au sujet du "péril allemand". Nous avons laissé dire, sans même prendre la peine de faire observer que le "péril allemand" dont nous nous sommes moqués, c'est le fantôme dont on menaçait le Canada. Le danger d'une guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre, nous ne l'avons jamais contesté. Je pourrais même citer un article où je l'annonçais positivement, il y a plus de deux ans.

Mais que dire d'hommes qui, prévoyant le péril pour l'Angleterre et pour le Canada, et posant en principe que le Canada doit aider l'Angleterre en toute circonstance, ont permis à l'Allemagne de se ravitailler à nos dépens, aux dépens de l'Empire qu'ils prétendent tant aimer, et ce, par le plus discriminatoire des tarifs de transport en faveur de l'Allemagne?

"Est-ce là du patriotisme?" demande, avec une délicieuse ironie, cet Anglais à l'esprit clair et robuste.

Si, au lieu de gaspiller tant de paroles vaines et de suggérer de dépenser trente-cinq millions pour trois vaisseaux dont ni l'Angleterre ni le Canada n'ont besoin, on avait pris les mesures nécessaires pour empêcher l'Allemagne de se ravitailler au détriment de l'Angleterre, la situation des alliés ne serait-elle pas meilleure?

Encore aujourd'hui, pourquoi le gouvernement canadien n'imité-t-il pas l'exemple de l'Australie? Pourquoi ne prend-il pas des mesures efficaces pour empêcher que le blé canadien n'aille, par voie de New-York et de Rotterdam, ravitailler les "hordes barbares" du Kaiser?

Nos "sauveurs d'Empire", nos "recruteurs de soldats" ont-ils songé que les soldats allemands qui tirent aujourd'hui sur les troupes alliées, qui éventreront demain les volontaires canadiens, se nourrissent en partie des vivres que l'imprévoyance et l'impéritie des autorités canadiennes leur ont assurés?

Lloyd George a marqué au front les usuriers anglais qui encaissent l'or. "Ce sont les soutiens de l'ennemi", s'est-il écrié. Les politiciens et les marchands canadiens qui nourrissent l'ennemi sont-ils moins traîtres à l'Empire?

* * *

Quelques journalistes ontariens viennent de découvrir que les usines Krupp s'alimentent du nickel extrait de nos mines de Sudbury.

Il y a plus de cinq ans, un songe-cœur nationaliste, Olivar Asselin, a signalé le fait et démontré que de ce seul chef, la possession du Canada assurait à l'Angleterre le pouvoir de mettre fin aux constructions navales de l'Allemagne. (1)

En expropriant ou en monopolisant les mines de Sudbury au bénéfice des constructeurs anglais, même avec profit pour le Canada, le gouvernement aurait rendu à l'Empire britannique un service plus signalé qu'en construisant six dreadnoughts et en expédiant aujourd'hui cent mille hommes de troupes sur les champs de bataille de l'Europe.

Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? Pourquoi l'Amirauté britannique ne l'a-t-elle pas demandé?

Pour la raison bien simple que les bénéfices énormes qui résultent de l'emploi du nickel dans le blindage des navires et des canons étaient partagés entre les constructeurs allemands et les constructeurs anglais. Arrêter la construction allemande, c'était diminuer les profits des capitalistes anglais.

Jeunes Canadiens qui vous enrôlez à la voix des rhéteurs, qui ne se battent pas, vous périrez peut-être demain le front troué d'une balle allemande durcie par le nickel canadien, les jambes rompues par un shrapnell lancé à coup sûr par un canon blindé de nickel canadien; vous aurez en mourant la consolation de vous dire: "Je meurs pour l'Empire, et pour le profit des gens qui ont permis aux 'barbares allemands' de fabriquer les armes qui me tuent!"

Encore une fois, si les sinistres farceurs qui ont tant parlé du "péril allemand" en étaient si certains, pourquoi ont-ils permis aux Allemands d'accroître leur puissance destructive en utilisant un produit tiré du sol canadien, et dont les lois canadiennes pouvaient réglementer l'extraction, la fabrication et l'exportation?

S'ils n'y ont pas pensé, étant avertis, ils sont des imbéciles. S'ils y ont pensé, et n'ont rien fait, ils sont des traîtres. De toute façon, ils n'auraient qu'une manière de réparer leur bêtise ou leur trahison, ce serait, avant d'inciter les autres à aller subir le choc des armes qu'ils ont mises aux mains de l'ennemi, d'aller eux-mêmes au feu afin de racheter par une mort glorieuse le prix de leur imprévoyance criminelle ou de leur trahison.

* * *

Avais-je tort d'écrire qu'il y avait plus d'un moyen pour le Canada d'aider à l'endurance des efforts des nations alliées — et que l'enrôlement de recrues non disciplinées n'est peut-être pas le plus efficace de ces moyens?

Depuis six semaines, j'ai subi l'outrage de toutes les calomnies, de toutes les insultes, de toutes les vomissures. J'ai enduré sans mot dire, espérant toujours que les hommes constitués en autorité se décideraient enfin à faire leur devoir.

Mais il paraît de plus en plus évident que gouvernants et oppositionnistes, bleus et rouges, ne songent qu'à une chose: récolter des applaudissements faciles et battre monnaie électorale à même le dévouement ou l'enthousiasme aveugle de la foule. Il est temps d'élever la voix et de dénoncer la trahison.

L'heure est venue de faire appel à tous les hommes sérieux et vraiment patriotes afin qu'ils fassent entendre raison aux exploiters de faux patriotisme.

Il n'est pas trop tard pour adopter quelques-unes des mesures dont l'urgence s'impose depuis que la guerre est commencée.

Sans doute, les millions qui ont pris le chemin des Etats-Unis ne reviendront pas ici. Il ne saurait être question, comme l'a fort bien dit M. Donald, de demander aux négociants britanniques de "manquer à leurs engagements" afin de réparer les conséquences de nos erreurs et de nos bêtises. Mais il y a encore une foule d'affaires à nouer en Angleterre, en France, en Russie, pour le mutuel avantage du Canada et des nations alliées.

* * *

Si les politiciens refusent ou négligent d'agir, que les hommes d'affaires canadiens ne se montrent-ils aussi intelligents, aussi pratiques, aussi actifs, aussi vraiment patriotes que les négociants anglais? Qu'ils envoient sans tarder des agents de commerce dans les pays alliés, afin d'assurer à nos industries, à nos travailleurs, à nos voies de transport, les moyens de subsistance qui alimentent aujourd'hui les industries américaines, le commerce anglais, la production sud-américaine.

Qu'ils s'occupent incessamment de la question des transports maritimes. Si le gouvernement s'obstine dans son attitude de mulet, les capitaines de la finance, du commerce et de l'industrie sont assez forts pour le faire marcher. Les tarifs devraient être rajustés, au moins temporairement, de manière à favoriser l'exportation en Angleterre et en France, au lieu d'avantager le commerce allemand par les ports neutres.

Sans doute, le gouvernement impérial, en faisant main-basse sur les paquebots soi-disant canadiens — impériaux en temps de guerre, c'est

le cas de le dire — a porté un coup formidable au commerce canadien, en pleine saison maritime, si courte au Canada. C'est là une contribution directe à la défense de l'Empire, dont on n'a pas assez calculé le chiffre.

Mais à défaut de nos propres navires, mobilisés par le gouvernement britannique, n'y aurait-il pas lieu, pour nos gouvernants, nos juristes et nos hommes d'affaires de mettre leurs têtes ensemble et de rechercher les moyens de parer aux inconvénients très graves de cette situation, en tentant quelque chose d'analogue à la politique maritime inaugurée par les Etats-Unis?

Les consommateurs de France et d'Angleterre ont intérêt à importer nos produits à meilleur compte possible et à en priver les Allemands. Les producteurs industriels et agricoles du Canada ont intérêt à exporter le plus de produits possible et dans les meilleures conditions. Ils ont aussi intérêt à ce que la manutention et le transport s'en fassent par les voies canadiennes, par les ports canadiens, avec la main-d'oeuvre canadienne.

* * *

De nouveau, j'invite tous les hommes sérieux et réfléchis à communiquer au gouvernement et au public les idées et les projets les plus propres à parer aux dangers qui menacent la situation économique du Canada, à suggérer des mesures qui permettraient au pays de porter le fardeau alourdi par l'incompétence des politiciens, tout en soutenant *efficacement* "l'endurance des efforts de la France, de la Belgique et de l'Angleterre".

Henri BOURASSA.